

06-30 Octo bne 1987

« Maintenant la direction doit négocier »

A la sortie du tribunal, Bertrand Page, secrétaire général de la fédération CGT des tabacs et allumettes, se félicite de « la mobilisation de ses troupes, à Morlaix et sur l'ensemble des sites de la SEITA ». La présidente du tribunal a reçu, dans la journée, « de nombreux messages et télexgrammes démontrant des autres usines de la SEITA et exprimant un soutien unanime aux inculpés. Nous sommes confiants et attendons avec sévérité la décision du juge. Les plaidoiries font apparaître qu'une condamnation serait une décision d'injustice ».

Bertrand Page a été « agréablement surpris de découvrir dans la presse d'hier matin, des déclarations du sous-préfet et d'autres personnalités mettant en cause l'attitude de la direction de la SEITA. Ils ne doivent pas s'en tenir aux déclarations mais exiger auprès de la direction générale l'ouverture immédiate des négociations. Depuis des mois, nous ne cessons de clamer qu'il faut entamer la discussion sur le développement de l'activité de la menu. » Et Bertrand Page « demande à la coordination des élus de ne pas de tromper. L'autre jour, chez Alain Juppé (1), elle demandait des emplois de substitution à ceux perdus, à la manu. Je leur dis que c'est à la manu qu'il faut sauver les em- lois. »

vall et à une politique commerciale agressive les cinq milliards engouttent pour inciter ses salariés à quitter l'entreprise, l'avenir de la manu serait assuré. » Il demande également que la SEITA cesse la sur-exploitation de la main-d'œuvre africaine dans son usine de Bangui (Centrafrique). La production doit être rapatriée à Morlaix où elle susciterait la création de six emplois. L'usine de Bangui étant malentendue pour la consommation locale ».

La CGT se dit prête à poursuivre l'action « pour faire peser dans ce conflit le poids de l'opposition de la direction générale ». Elle attend de main, et le délibéré pour décrire ses modes d'actions. Mais elle n'a qu'un seul objectif : l'ouverture de négociations. « Si la direction générale maintient ses positions, elle fait l'aveu devant l'opinion publique de sa politique d'abandon de la branche cigare. Nous voulons à la direction des Gens qui défendent la boîte. Pour l'instant, ce sont eux qui organisent la casse de l'entreprise et non les délégués poursuivis devant le tribunal. »

La coordination des élus devait se réunir hier soir à la chambre de commerce et d'industrie. Elle attend toujours son rendez-vous avec M. Eyraud, PDG de la SEITA.

Les déclarations, avant hier, du sous-préfet sont peut-être le si-

taire qu'une condamnation seraient une décision d'injustice ». Bertrand Page a été « agréablement surpris de découvrir un esprit de découverte dans les déclarations du sous-préfet et d'autres personnalités mettant en cause l'attitude de la direction de la SEITA. Ils ne doivent pas s'en tenir aux déclarations mais exiger auprès de la direction générale l'ouverture immédiate des négociations. Depuis des mois, nous ne cessons de clamer qu'il faut entamer la discussion sur le développement de l'activité de la manu. » Et Bertrand Page « demande à la coordination des élus de ne pas de tromper. L'autre jour, chez Alain Juppé (1), elle demandait des emplois de substitution à ceux perdus à la manu. Je leur dis que c'est à la manu qu'il faut sauver les emplois. »

vall et à une politique commerciale agressive les cinq milliards de centimes qu'elle se prépare à engoutter pour inciter ses salariés à quitter l'entreprise, l'avenir de la manu serait assuré. » Il demande également que la SEITA « cesse la sur-exploitation de l'atelier-d'œuvre africaine dans son usine de Bengui (Centre-Afrique). La production doit être rapatriée à Morialax où elle susciterait la création de six emplois. L'usine de Bengui étant maintenue pour la consommation locale ». La CGT se dit prête à poursuivre l'action « pour faire peser dans ce conflit le poids de l'opinion publique ». Elle attend demain, et le délibéré pour décrire ces modes d'actions. Mais elle n'a qu'un seul objectif : l'ouverture de négociations. « Si la direction générale maintient ses positions, elle fait l'aveu devant l'opinion publique de sa politique d'abandon de la branche cigare. Nous voulons à la direction des gens qui défendent la boîte. Pour l'insistant, ce sont eux qui organisent la casse de l'entreprise et non leurs délégués poursuivis devant le tribunal. »

La coordination des élus devait se réunir hier soir à la chambre de commerce et d'industrie. Elle attend toujours son rendez-vous avec M. Eyraud, PDG de la SEITA. Les déclarations, avant hier, du sous-préfet sont peut-être le si-

gne d'un changement d'état d'esprit. Le sous-préfet, représentant de l'Etat, disait « qu'il ne comprend pas que l'on puisse dire qu'il



Chaleureusement accueillis par les manifestants

**les délégués poursuivis devant le tribunal."** La coordination des élus devait se réunir hier soir à la chambre de commerce et d'industrie. Elle attend toujours son rendez-vous avec M. Eyrraud, PDG de la SEITA. Les accords, ayant hier, du sous-préfet sont peut-être le si-

Il rappelle les analyses de la SEITA. « Si la SEITA consacrait à la modernisation de l'outil de tra-

Alain CUTUILL.

(1) Ministre du budget qui a la tutelle de la SEITA.